



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## AFGHANISTAN

# La paix est impossible dans le capitalisme !

Avec la «libération» de Kaboul, la bourgeoisie tente aujourd'hui de donner un autre visage à la guerre en Afghanistan. Grâce aux bombardements de l'aviation américaine, qui ont permis la prise de la capitale par les troupes de l'Alliance du Nord, le régime des talibans s'est effondré.

Avec cette victoire de l'opération «Liberté Immuable», on cherche aujourd'hui à nous faire croire que les massacres et les bombardements massifs auraient été le prix que la population afghane devait payer pour un avenir meilleur. La preuve : les femmes afghanes, enfin libérées du joug du régime islamiste, vont enfin pouvoir enlever le voile ! Comme si cette formidable «victoire» de la civilisation pouvait les empêcher de pleurer leurs morts, leur faire oublier l'atrocité des massacres, des bombardements, de l'exode et de la misère sans nom que femmes, hommes et enfants vont continuer à subir quelle que soit la clique bourgeoise qui va succéder aux talibans. On veut nous faire croire que ce pays va enfin pouvoir connaître la paix après plus de vingt ans de guerre permanente. On nous présente le régime honni des mollahs, qui aurait fait le lit du terrorisme, comme le seul

responsable de la barbarie et de l'oppression de cette population exsangue.

Mensonges ! En Afghanistan, comme au Moyen-Orient, comme au Kosovo et dans toutes les expéditions militaires menées au nom des droits de l'homme, les populations civiles ont toujours été les otages des conflits impérialistes entre les différents Etats et fractions bourgeoises. C'est le capitalisme mondial qui est le vrai responsable de la barbarie guerrière.

La chute des talibans ne parviendra pas à nous faire oublier l'enfer du pilonnage des villes afghanes, la fuite éperdue de dizaines de milliers d'êtres humains qui s'entassaient comme du bétail dans des camps de réfugiés, le blocage de l'aide humanitaire aux frontières, les massacres de civils par les bandes armées des différentes cliques rivales. Cette victoire ne porte avec elle aucune perspective de paix ni à court ni à long terme. Au contraire, les conflits ethniques vont continuer à s'accroître, aggraver la déstabilisation du pays et de toute la région. Avec la libération de Kaboul, c'est déjà à un chaos inextricable que l'on assiste et qui ne peut que continuer à se développer quelles que soient les

«solutions» négociées sous l'égide de l'ONU ou sous la houlette des grands requins impérialistes qui ont pris pied dans la région sous le prétexte hypocrite de l'aide «humanitaire».

La guerre au nom de la paix, ce n'est pas nouveau. C'est un refrain que la classe dominante nous a servi maintes fois tout au long du 20e siècle.

Lors des deux guerres mondiales qui ont ensanglanté le 20e siècle, la coalition des grands vainqueurs avait justifié l'holocauste au nom de la démocratie contre le fascisme, de la civilisation contre la barbarie. Bilan : plus de 60 millions de morts, des villes ouvrières comme Dresde et Hambourg entièrement rasées sous les bombardements des «libérateurs» anti-nazi, deux bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki faisant près de 100 000 morts.

Aujourd'hui, c'est encore au nom d'une soi-disant «juste cause», la lutte contre le terrorisme, que la civilisation capitaliste prétend avoir libéré le peuple afghan de l'oppression des talibans dont le pouvoir a été mis en place en 1996 par les Etats-Unis eux-mêmes pour y défendre leurs propres intérêts dans la région contre les autres cliques locales (notamment l'Alliance

du Nord de Massoud devenue russe après le retrait de l'URSS du bourbier afghan).

Les massacres des populations civiles, les destructions provoquées par les bombardements intensifs nous montrent le vrai visage de cette «civilisation» et de cette «démocratie» qui ont toujours déchaîné la guerre au nom de la paix, au nom de la libération des peuples opprimés par les «forces du mal».

En Afghanistan comme au Moyen-Orient, la seule paix que peut apporter cette nouvelle opération de police de l'oncle Sam, c'est la paix des tombes. Quant aux intentions «humanitaires» des grandes puissances européennes, elles ne sont rien d'autre que celles de charognards qui cherchent à empêcher le shérif américain de s'emparer à lui tout seul de cette zone stratégique située aux portes de l'Asie.

La curée impérialiste à laquelle se livrent aujourd'hui les grandes puissances montre que l'après-talibans ne sera pas synonyme de «paix». Au contraire, la seule perspective, c'est celle de nouveaux conflits armés et de l'enfoncement de toute la région dans un chaos sanglant.

La paix est impossible dans le capitalisme décadent. La guerre est devenue depuis près d'un siècle le mode de vie permanent de ce système mori-

bond et les périodes de «paix» n'ont jamais servi qu'à préparer de nouvelles guerres toujours plus meurtrières.

Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme a révélé qu'il avait épuisé toutes ses possibilités d'expansion sur la planète. En entrant dans sa crise permanente de surproduction, il ne peut engendrer que la guerre qui est le théâtre des rivalités entre les différentes nations, petites ou grandes.

Et plus le capitalisme s'enfoncé dans cette crise sans issue, plus les guerres se multiplient et révèlent la faillite de ce système qui n'a plus rien à offrir à l'humanité qu'une misère et une barbarie croissantes.

Le seul moyen de mettre fin à cette spirale infernale, c'est de détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise toute la planète. Seule la classe ouvrière, en développant ses luttes contre les effets de la crise économique, contre la misère, le chômage, l'intensification de l'exploitation et en affirmant sa propre perspective révolutionnaire, peut mettre un terme aux bains de sang. Seule l'instauration d'une nouvelle société sans classes, sans frontières et sans nations, une société basée sur la satisfaction des besoins humains et non sur l'exploitation et la recherche du profit, pourra apporter une paix réelle et durable sur toute la planète.

RI (23 novembre)

## LOIS SECURITAIRES

# L'antiterrorisme : un prétexte pour blinder l'Etat policier

Pour la bourgeoisie, tout est bon à prendre, même sa propre décomposition, dans sa lutte contre la classe ouvrière.

De ce point de vue, les attentats du 11 septembre ne dérogent pas à la règle puisqu'ils ont ouvert une voie royale au renforcement de l'appareil répressif bourgeois.

C'est le cas de la France qui a adopté, fin octobre, un texte de loi lâchant la bonde à un arsenal sécuritaire extrêmement musclé, avec application immédiate de certaines dispositions.

Parmi ces mesures, on compte notamment le fichage génétique (qui ne concerne pour l'instant que les personnes condamnées pour vol), la délégation de pouvoir de police aux agents de sécurité privée (fouille des

bagages, palpation...), l'obligation pour les opérateurs de télécommunications de conserver les traces des communications internet ou téléphoniques pendant un an, le renforcement des contrôles sur les lieux sensibles (gares, aéroports...), la simplification des procédures de perquisition désormais permises dans les enquêtes préliminaires (de jour comme de nuit) ou encore la fouille des véhicules même sans la présence de leur conducteur...

### La terreur d'Etat au nom de l'antiterrorisme

Les autres centres du capitalisme ne sont pas en reste et ont, eux aussi, su exploiter la psychose liée aux attentats aériens et à la maladie du charbon

(qu'ils ont largement alimentée) pour renforcer l'Etat policier avec des mesures du même acabit.

En Allemagne, par exemple, où les papiers d'identité feront apparaître de nouvelles données comme les empreintes digitales et sans doute d'autres détails morphologiques. En Grande-Bretagne, le statut de réfugié politique sera refusé à toute personne qui représente «une menace pour la sécurité nationale». Enfin les Etats-Unis, avec leur loi anti-terroriste du 26 octobre, étendent la durée de garde à vue de 48 heures à 7 jours et prévoient la mise en place prochainement de tribunaux militaires ayant les mains libres pour juger les étrangers soupçonnés

(SUITE PAGE 2)

## Dans ce numéro

### France

Moulinex, l'enfermement corporatiste ne mène qu'à la défaite ..... p. 2  
"L'anti-impérialisme" des trotskistes, une phraséologie radicale au service du nationalisme ..... p. 3  
Colère dans la police, plus de moyens = plus de répression ..... p. 3

### Crise et décomposition

Inondations meurtrières en Algérie, crash aérien sur New-York ..... p. 4  
Les chiffres du chômage encore une fois trafiqués ..... p. 4  
Toulouse, les prolétaires victimes du cynisme de la bourgeoisie ..... p. 4

### Guerre

Libération de Kaboul, les Etats-Unis réaffirment leur leadership mondial ..... p. 5  
Moyen-Orient, les rivalités impérialistes aggravent le chaos ..... p. 5

### La révolte de Spartacus,

une source d'inspiration pour le prolétariat ..... p. 8

MOULINEX

# L'enfermement corporatiste ne mène qu'à la défaite

Après Danone, Air Liberté, Marks & Spencer, la logique du capitalisme en crise a encore frappé des milliers d'ouvriers. Le 24 octobre, le tribunal de Nanterre a tranché, l'entreprise SEB sera le repreneur de Moulinex ; son plan prévoit la fermeture de 5 sites sur 9, 4600 emplois supprimés dans le monde dont 3700 en France. Sur les 1900 restants dans l'hexagone, SEB n'est pas en mesure de garantir l'emploi dans l'avenir. Amère pilule pour ces milliers d'ouvriers qui vont connaître maintenant l'angoisse du chômage (s'ils ne le connaissent pas déjà à travers leur entourage). Et comble de cynisme, comme pour les catastrophes naturelles ou les accidents, le préfet de l'Orne, où se trouve l'usine d'Alençon, a mis en place une cellule psychologique pour venir en aide à tous ces ouvriers aujourd'hui plongés dans la misère ! Malgré leur coup de colère dès l'annonce de la faillite du groupe Moulinex le 7 septembre, les ouvriers, après plusieurs mois de ma-

nifestations et d'occupation d'usines se retrouvent aujourd'hui amers, défaits. Pourquoi et comment en sont-ils arrivés à une telle situation ?

Contrairement à ce que nous racontent tous les experts économistes, tous les politiciens, de droite comme de gauche, le chômage n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion patronale ou de ces méchants banquiers qui veulent faire profiter leurs actionnaires. Il est le produit de l'aggravation de la crise économique mondiale révélant la faillite du système d'exploitation capitaliste.

## Faillite du capitalisme et non «mauvaise gestion» de l'entreprise

L'avalanche de licenciements que nous connaissons actuellement touche tous les secteurs de la classe ouvrière, que ce soit dans la téléphonie mobile, dans l'aéronautique, dans l'alimentaire ou dans l'électroména-

ger, et pas seulement en France mais dans le monde entier.

C'est pour cacher une telle réalité que la bourgeoisie a du faire appel à toutes ses capacités manœuvrières pour faire passer ses licenciements à Moulinex. Ainsi, nous avons eu droit à la télévision à un historique de comment a évolué le groupe Moulinex, ses mauvais choix économiques telle année ou telle autre année, avec en prime à chaque fois des restructurations qui ont amené aujourd'hui à la faillite du groupe, pourtant n°1 sur certains produits.

Dès l'annonce de la faillite, l'Etat a mis aux enchères les usines avec leurs ouvriers, certaines machines iront à la casse, d'autres continueront à fonctionner. Les ouvriers ont été traités comme ces machines, et ceux qui auront "l'immense chance" de continuer à travailler subiront une exploitation encore plus féroce.

Et les suspens des négociations peut commencer : qui va reprendre l'entre-

prise et sur quelles bases ? En lice deux repreneurs possibles, SEB et une société américaine d'investissement, la Fidei, qui prévoit le sauvetage de 1 000 emplois de plus que SEB. L'Etat met en place une cellule Moulinex à Caen avec à sa tête un négociateur qui a déjà fait ses preuves en avalisant en 1990, la fermeture des Chantiers Navals du Havre, licenciant des milliers d'ouvriers, et c'est ce même négociateur qui déclare "rechercher et mettre en œuvre pour chaque salarié une solution" et "créer dans chaque bassin un nombre d'emplois au moins équivalent au nombre d'emplois supprimés chez Moulinex". Merci monsieur, on ne connaît que trop bien ce genre de discours. Mais ce que l'Etat nous a servi avec ces négociations n'est qu'un faux suspense, le choix était connu d'avance : le projet de la Fidei n'était pas fiable, et le PDG de SEB pourra alors déclarer avec une hypocrisie sans nom "regretter de n'avoir pas pu proposer un emploi à chaque salarié de Moulinex. Mais malheureusement, il faut être réaliste".

## Comment les syndicats ont fait passer les licenciements

Dans ce feuilleton qui a permis à toute la bourgeoisie de faire passer les licenciements, les syndicats ont joué, comme d'habitude, un rôle central.

Tout d'abord, dès les premières manifestations de colère des ouvriers, ils les ont poussés dans l'impasse de l'occupation des usines de chaque site du groupe sous prétexte de la défense de l'outil de travail. Alors que certaines usines étaient séparées de quelques kilomètres, les syndicats ont organisé la division et l'éparpillement de la colère en enfermant les ouvriers sur «leur» site, empêchant toute unification et extension de la lutte au sein même du groupe. Division au sein du groupe, mais aussi avec les autres travailleurs de la région menacés eux aussi de licenciements comme à Caen où l'usine Philips prévoit de supprimer 400 emplois. Ainsi, l'objectif de cette vieille tactique des syndicats n'est nullement d'appeler les ouvriers à développer un rapport de force en leur faveur en élargissant et unifiant leur lutte au-delà de l'entreprise, mais de saboter leur riposte en les isolant au maximum.

Mais ce sale travail ne s'arrête pas là. Les syndicats ont encore réussi le tour de force consistant à faire entrer dans la tête des ouvriers que leur intérêt est lié au choix du repreneur et de son plan industriel. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à dévoyer la lutte sur le terrain pourri de leurs exploiters en appelant les ouvriers à se battre pour sauver leur outil de travail, à mener le combat pour qu'il ait un «repreneur» capable, grâce à une meilleure gestion de l'entreprise, de sauver les emplois. En soutenant le repreneur Fidei contre SEB (sous prétexte qu'ils proposaient de conserver 1000 emplois de plus), les syndicats ont ainsi entraîné les ouvriers sur le terrain bourgeois d'une fausse alternative et de la gestion capitaliste. Ils ont réussi à mystifier les ouvriers, en leur faisant croire que leur sort dépendait non pas de leur capacité à développer une lutte la plus large et unie possible, mais du choix de leur exploiteur. Ils vont donc entretenir, main dans la main avec le patronat et l'Etat, le suspense en prenant le camp de la Fidei contre SEB. Et c'est sur cette revendication pourrie que, deux mois durant, ils vont enfermer

les ouvriers dans le corporatisme le plus étroit. Et lorsque la décision est prise, les syndicats vont parachever leur sale besogne et enfoncer le clou de la défaite en dévoyant la colère des ouvriers dans des actions «radicales» et désespérées : menaces d'incendier les usines, séquestration de cadres, etc. Et pour couronner le tout, ces spécialistes du sabotage des luttes vont encore renforcer la division au sein même des ouvriers licenciés en acceptant de signer l'accord sur les primes de licenciements s'échelonnant de 30 000 à 80 000 francs suivant l'ancienneté !

Ce n'est pas la première fois que les ouvriers ont été confrontés à ce genre de manœuvres et de stratégie mis en place par l'Etat, le patronat et les syndicats. Souvenons nous de Danone qui aujourd'hui met à la rue plus de 800 ouvriers après des mois de conflit, de Marks & Spencer où l'accord avec le groupe Galeries Lafayette s'est soldé par des pertes financières et des conditions de travail plus difficiles pour les salariés, ou encore de AOMLiberté où là aussi les syndicats ont choisi le camp d'un «repreneur» (ancien pilote de ligne à Air France), et ce sont ces mêmes syndicats qui ont établi la liste des licenciés. Il n'y a pas les "Moulinex" ou les "Marks & Spencer" ou encore les "Danone", mais une seule et même classe ouvrière qui subit partout les mêmes attaques. Dès aujourd'hui, les ouvriers doivent réfléchir sur comment construire un rapport de force pour contrer les attaques du capitalisme et déjouer les pièges tendus par les syndicats. Ce n'est qu'en menant cette réflexion et en tirant les leçons de la défaite cuisante des ouvriers de Moulinex, comme de toutes les défaites précédentes, que la classe ouvrière pourra surmonter ses difficultés, reprendre confiance en elle-même pour développer, élargir et unifier ses luttes à venir.

André

LISEZ

Courant Communiste International

les  
syndicats  
contre  
la classe  
ouvrière

LOIS SÉCURITAIRES

## L'antiterrorisme, un prétexte pour blinder l'Etat policier

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

d'activité terroriste.

D'ailleurs, c'est une véritable coopération internationale, en matière de répression, à laquelle nous assistons. A l'instar de l'Union Européenne qui envisage de faciliter les procédures d'extradition grâce à un "mandat d'arrêt européen".

Ce bond en avant impressionnant de l'Etat policier à l'échelle internationale sous prétexte de lutte contre le terrorisme vise, in fine, tout autre chose. Demain, il permettra à la bourgeoisie d'affronter plus efficacement une classe ouvrière en lutte ainsi que ses organisations révolutionnaires.

La bourgeoisie anticipe, dès à présent, l'effet possible de l'approfondissement de la crise et la dégradation des conditions de vie du prolétariat sur la lutte de classe.

C'est pourquoi, les lois sécuritaires étaient déjà en préparation avant le 11 septembre, comme en France où le texte voté le 31 octobre était prêt depuis le 6 septembre. Les attentats du World Trade Center n'ont fait qu'ouvrir la porte à son adoption et l'ajout, en prime, de 13 amendements.

De surcroît, les mesures sécuritaires du plan Vigipirate n'ont rien de temporaires. Si le gouvernement Jospin a indiqué qu'elles seront maintenues jusqu'au 31 décembre 2003, le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, a quant à lui précisé que "Le parlement pourra pérenniser telle disposition, supprimer telle autre".

### La gauche au service de la répression

Eh oui ! Celle qui joue le rôle principal, le chef d'orchestre de cette déferlante répressive n'est autre que la très "progressiste", "sociale" et "humaine" gauche, actuellement au gouvernement en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en France. Ce sont les ministres sociaux-démocrates de l'Intérieur Otto Shily, David Blunkett ou encore Daniel Vaillant qui donnent la preuve, s'il en fallait une, que la gau-

che n'a rien à envier à la droite dans le domaine de la sûreté nationale.

Comme l'a fait remarquer le ministre français : "La sécurité n'est ni de droite ni de gauche". Parole d'une grande justesse, il n'y a effectivement pas de prérogative dans la défense de l'ordre bourgeois.

Toutefois, si dans l'opposition la gauche parvient à faire illusion en fardant sa nature bourgeoise, au gouvernement l'exercice est plus difficile.

En effet, en 1976, elle s'insurgeait volontiers contre le projet de la droite d'autoriser la fouille des véhicules en cas de manifestation, qualifiant alors le texte de "scélérateur". En 1995, Jean-Louis Debré remettait sur la table cette proposition qui provoquait une levée de boucliers à gauche, Daniel Vaillant en tête. Et, aujourd'hui, le gouvernement Jospin adopte sans sourciller une batterie de mesures plus répressives les unes que les autres, parmi lesquelles on retrouve cette fameuse fouille des véhicules.

Mais il ne s'agit pas, comme on veut nous le faire croire, d'un changement de "philosophie", d'une "métamorphose socialiste" mais au contraire de l'expression de la véritable nature de la gauche qui s'était elle-même affublée du qualificatif de "chien sanglant" en massacrant, pendant la révolution allemande en janvier 1919, les ouvriers de Berlin ainsi que les Spartakistes Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Aujourd'hui, la gauche ne fait qu'assumer sa sale besogne contre la classe ouvrière en aiguissant les couteaux de la répression. Davantage d'outils répressifs implique aussi plus de main-d'œuvre, c'est pourquoi le gouvernement Jospin, qui peut se targuer d'ores et déjà de la progression de 11% des effectifs de police depuis 1997, se prépare actuellement, sous couvert des "difficiles conditions de travail" de la police, à faire passer la création de 3000 postes de flics dans le cadre du budget 2002. Si les lois répressives sont une nécessité pour la classe dominante, le partage du

travail au sein de la gauche en est une autre afin de faciliter leur adoption.

C'est ici qu'entre en piste une partie de la gauche et des gauchistes, tirant la sonnette d'alarme sur les dangers que ces lois sécuritaires font peser sur la démocratie les taxant de "profondément liberticides".

Ainsi, en prenant la défense de ces soi-disant "libertés bafouées", certaines composantes de la gauche parviennent à rabattre les ouvriers qui pourraient exprimer leur mécontentement face au flicage généralisé dans les filets de la démocratie et par conséquent dans le soutien des mesures répressives.

C'est ce que fait un récent collectif d'une douzaine d'associations, syndicats et partis politique (les Verts, Attac, le groupe des Dix...) en affirmant que les "libertés publiques" sont "gravement menacées" et qui ajoute dans la foulée, au sujet de l'extension des pouvoirs de la police aux vigiles : "Les fonctions régaliennes sont bradées, offertes à des entreprises privées".

Autrement dit, la répression de l'Etat oui, celle du secteur privé non !

Dans la même veine, un site internet créé par trois organisations de défense des droits de l'homme agite le slogan "Lutte contre le terrorisme, d'accord mais pas n'importe comment". Ici, en stigmatisant certaines mesures comme inutiles dans la lutte anti-terroriste à l'image de l'interdiction de l'occupation des halls d'immeuble par les jeunes des cités ou des peines d'emprisonnement pour les voyageurs sans billet multirécidivistes, on en arrive à justifier le reste, c'est à dire l'essentiel : fouilles, perquisitions et surveillance en tous genres.

Les lois sécuritaires adoptées au niveau international sont là pour assurer la sécurité du système capitaliste contre le seul danger qui menace son existence : la classe ouvrière et le développement de ses luttes.

Azél (21 novembre)

## "L'ANTI-IMPÉRIALISME" DES TROTSKISTES

## Une phraséologie radicale au service du nationalisme

En lisant la presse trotskiste de ces dernières semaines à propos de la guerre en Afghanistan, notamment celle de LO et de la LCR, on pourrait être tenté de se dire que leurs positions "anti-impérialistes" auraient quelque chose à voir avec des positions "révolutionnaires", voire "internationalistes". En effet, non seulement ces groupes dénoncent la guerre barbare que mènent en ce moment les USA et leurs alliés européens mais en plus ils n'appellent pas les ouvriers ouvertement comme à leur habitude à soutenir le camp le plus faible, là en l'occurrence, une des multiples fractions afghanes. Cela vaut d'ailleurs à LO et à la LCR de se faire rappeler à l'ordre par leurs petits camarades de Pouvoir Ouvrier, autre chapelle trotskiste, qui dans leur supplément de novembre 2001 consacré à la guerre en Afghanistan reprennent et érigent en principes certaines erreurs des positions développées par Trotski en 1938 à propos des guerres menées par l'impérialisme contre des pays dominés :

"En cherchant à appliquer cette politique à la guerre actuelle contre l'Afghanistan, certains peuvent être tentés de répondre que le caractère particulièrement monstrueux des massacres attribués à Ben Laden et la haine justifiée que suscite le régime des talibans changent tout dans la situation. C'est la position par exemple, des deux principales organisations d'extrême gauche en France, la LCR et LO qui refusent d'appeler à la défense de l'Afghanistan. (...) Et pourtant, c'est la tâche de l'heure pour les révolutionnaires".

## L'anti-américanisme des trotskistes

Pourtant LO et la LCR, comme l'ensemble du courant trotskiste ont toujours trouvé "chaussures à leur pied" dans les multiples conflits guerriers qui se sont développés depuis la 2e guerre mondiale, date de leur trahison de l'internationalisme prolétarien (1). De leur soutien inconditionnel à l'URSS et aux soi-disant "guerres de lutte de libération nationale" (Cam-

bodge, Vietnam, Cuba) contre les USA durant la période des blocs impérialistes faisant des millions de morts ou depuis l'effondrement des blocs en 1989, par leur soutien critique à Saddam Hussein durant la guerre du Golfe (2), puis leur défense d'un Etat kurde contre ce même Saddam ou plus récemment au Kosovo ou au nom de l'autodétermination du peuple Kosovar, la LCR allait même jusqu'à soutenir l'UCK dont la brutalité militaire n'avait pourtant rien à envier à l'armée serbe. Les exemples de va-t-en guerre et de pourvoyeur de chair à canon ne manquent pas dans le curriculum vitae des trotskistes et la liste n'est pas exhaustive.

Si LO et la LCR ne choisissent pas aujourd'hui de soutenir telle ou telle fraction afghane, c'est qu'ils savent (et c'est dit ouvertement par l'ensemble des médias bourgeois) que dans le borbier afghan, les multiples clans qui s'opposent sont tous des caricatures de bandes armées. Que se soient Ben Laden et ses sbires, l'Alliance du Nord ou autre ethnie pachtoune, en 20 ans de guerre, en Afghanistan, toutes ses fractions ont contribué aux multiples massacres, famines que subit la population afghane. Mais des bandes armées qui ont commis des crimes, LO et la LCR en ont souvent soutenues par le passé. Ce qui les empêche surtout de défendre aujourd'hui, telle ou telle fraction afghane, c'est qu'elles sont des créations des américains comme les talibans ou sous influence américaine pour l'alliance du nord. Pour ces grands défenseurs de l'URSS stalinienne pendant la guerre des blocs contre les USA, il n'est pas possible aujourd'hui de défendre une fraction afghane qui serait aux ordres du grand Satan américain. LO ne dit pas autre chose à propos de l'impossible règlement politique en Afghanistan. "Mais comment trouver un règlement viable de la situation alors que, par sa politique, l'impérialisme (autrement dit les USA) a peuplé la scène afghane de chefs de guerre qui fondent leur influence sur les armes et l'usage de la démagogie intégriste ou ethniste ?" (Lutte de classe n°61-novembre 2001)

C'est au nom d'un anti-américanisme "radical" que LO et la LCR ne peuvent appeler au soutien de telle ou telle fraction afghane mais on retrouve dans leur presse les mêmes ingrédients qui les ont amenés dans d'autres situations à soutenir un camp impérialiste contre un autre.

## Tous les Etats sont impérialistes

Si les trotskistes sont capables de dénoncer l'impérialisme américain et les puissances impérialistes de seconde zone comme la Grande-Bretagne, la France, etc., c'est pour insister en même temps sur le fait que les pays du tiers monde ne sont pas impérialistes.

"Le système impérialiste protège, secrète et perpétue des inégalités non seulement entre les deux classes sociales fondamentales de la société mais aussi entre pays impérialistes et pays sous-développés (...). Mais gouverner au profit de groupes impéria-

listes, c'est gouverner contre les peuples." (Lutte de classe n°60-octobre 2001)

C'est avec cette position que les trotskistes avaient justifié pendant la guerre du Golfe leur soutien à Saddam Hussein, le présentant comme un dictateur et en même temps comme combattant "objectivement" l'impérialisme des grandes puissances que les ouvriers devaient soutenir. S'il est vrai que les grandes puissances ont des moyens plus conséquents pour défendre leurs intérêts économiques et militaires, il n'en reste pas moins que l'annexion militaire par l'Irak du Koweït était une pratique de gangster, typique des mœurs de la classe bourgeoise dans le capitalisme. Comme l'affirmait Rosa Luxembourg lors de la Première Guerre mondiale, contre tous ceux qui appelaient les ouvriers à défendre un état impérialiste contre un autre :

"La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire" (La crise de la Social-démocratie, Ed. La Taupie p.177).

Contrairement aux assertions des trotskistes, il n'y a pas d'un côté les puissances impérialistes et de l'autre les soi-disant nations "opprimées", car même les plus petites nations pour survivre sont obligées d'oppresser des nations encore plus petites. Et quand le monde s'enfonçait aujourd'hui dans un processus de balkanisation, de décomposition, comme au Rwanda ou en Afghanistan, les différentes cliques s'affrontent encore pour le contrôle de tel ou tel territoire avec l'assentiment et sous l'influence de leurs patrons respectifs que sont les grandes puissances occidentales. A me-

sure que nous nous enfonçons dans le cauchemar de la guerre de tous contre tous, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que tous les Etats, toutes les fractions de la bourgeoisie sont aujourd'hui impérialistes. Ceux qui prétendent le contraire comme les trotskistes sont des pousse-au-crime. Ils entretiennent le mensonge sur les Etats qui seraient impérialistes et les autres non, ce qui contribue à semer le doute dans la classe ouvrière sur le pourquoi des guerres à répétition dans le capitalisme, voire à pousser les ouvriers à prendre partie pour tel ou tel protagoniste. Mais le poison nationaliste des trotskistes va plus loin lorsqu'ils appellent même certaines parties du prolétariat à se battre contre la puissance impérialiste qui les oppressement pour lui imposer la création d'un Etat ou lui arracher des droits démocratiques, autrement dit à se battre pour ériger un Etat dont la clique bourgeoise qui viendra à sa tête aura comme première préoccupation comme dans les territoires palestiniens, de créer une police et une armée pour réprimer sa propre population.

C'est ce que la LCR propose dans son tract "Contre la guerre et le terrorisme, lutter pour la démocratie" en disant : "Qui peut croire que la nouvelle Sainte Alliance des grandes puissances pourra éradiquer le terrorisme alors que la guerre contre l'Afghanistan s'accompagne d'une nouvelle offensive militaire d'Israël pour nier le droit des Palestiniens à un Etat, à une terre."

Et LO n'est pas en reste quand dans son mensuel Lutte de classe n°60 elle nous dit à propos du peuple kurde : "L'impératif d'entourer l'Union soviétique de régimes fidèles à l'alliance américaine motive depuis plusieurs décennies le soutien tout aussi indéfectible au régime turc, quel que soit son caractère dictatorial, militaire et policier, quitte à sacrifier à cette alliance le droit du peuple kurde à une existence nationale, comme d'ailleurs

bien d'autres droits et libertés démocratiques pour le peuple turc lui-même."

Comme leurs grands frères staliens, les trotskistes continuent d'appeler certains "peuples", certaines parties du prolétariat à faire une "révolution bourgeoise" alors que c'est la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour. Là encore on ne peut que rappeler la position marxiste que défendait Rosa Luxembourg dès la Première Guerre mondiale :

"Depuis lors, l'impérialisme a complètement enterré le vieux programme bourgeois démocratique : l'expansion au-delà des frontières nationales (quelles que soient les conditions nationales des pays annexés) est devenue la plate-forme de la bourgeoisie de tous les pays. Certes la phase nationale est demeurée, mais son contenu réel et sa fonction se sont mués en leur contraire. Elle ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes, à moins qu'elle ne soit utilisée comme cri de guerre, dans les conflits impérialistes, seul et ultime moyen de capter l'adhésion des masses populaires et de leur faire jouer leur rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes" (La crise de la social-démocratie, chap.7.)

Si LO et la LCR ne disent pas ouvertement à propos de l'Afghanistan ce que pensent tout haut leurs petits camarades de Pouvoir Ouvrier, leurs analyses sur l'impérialisme sont du même acabit et ne peuvent que les conduire à terme, à la défense d'une composante nationaliste afghane mais qui soit plus présentable que les chefs de guerre actuels.

Dan (19 novembre)

(1) Cf. notre brochure *Le trotskisme contre la classe ouvrière*

(2) Cf. notre brochure sur la guerre du Golfe

## COLÈRE DANS LA POLICE

## Plus de moyens = plus de répression

Quelle ingrate cette police qui, en manifestant dans la rue, mettrait en difficulté le gouvernement de gauche, comme s'accordent à le constater tous les médias. C'est quand même grâce à l'action de ces derniers que s'est améliorée dans la population l'image peu reluisante des brutes de commissariat, des flingueurs des rodéos poursuites, des héros des ratonnades et des forces de répression lâchées au service du capital contre les manifestations et les grèves. La gauche s'est enorgueillie d'avoir réussi à réconcilier les français avec leur police et la voilà qui maintenant en ferait les frais puisque d'après certains sondages ils seraient près de 90% à approuver les manifestations de policiers en colère laissés avec insuffisamment de moyens face à la recrudescence de la délinquance.

Avec l'augmentation du chômage et de la misère il est vrai que celle-ci ne cesse de se développer en revêtant des

formes toujours plus extrêmes. Elle est la plaie des banlieues et c'est la classe ouvrière qui en est la première victime. A l'angoisse de l'incertitude de la subsistance matérielle s'ajoute celle pesante de l'insécurité permanente. Dans ces conditions, quoi de plus légitime pour les gestionnaires de l'ordre bourgeois que d'exploiter des agressions de flics pour développer toute une campagne, unissant dans une même communauté d'intérêts, la police et les citoyens, tous victimes de la délinquance et du manque de moyens pour lutter contre. Quoi de plus efficace pour parfaire cette image du flic dévoué, humain, au service de la population, compréhensif que nous faisons depuis des années la diffusion à répétition de séries télévisées. Et surtout rien de mieux pour rendre plus acceptable le renforcement du plan Vigipirate et pour amener une augmentation des effectifs de la police et de la gendarmerie, respec-

tivement 11% de 1997 à 2002 pour la première et 4% pour la seconde (Le Monde du 24 novembre).

Dans quel but ? Pour répondre à l'aggravation de la délinquance, certainement, en partie. Mais, fondamentalement, le renforcement des moyens répressifs constitue une réponse de la bourgeoisie face au désordre social que contient l'aggravation de la misère et de la délinquance dans les banlieues. Il s'agit pour elle de se préparer au développement de la lutte de classe, c'est à dire le seul espoir pour l'humanité d'en finir avec ce système barbare.

Ainsi, ce dont la classe ouvrière n'a pas une conscience claire, à savoir que l'aggravation de la crise économique ne lui laissera d'autre alternative que la lutte, la bourgeoisie, elle, l'a parfaitement compris.

Boris (24 novembre)

## NOS BROCHURES

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL  
brochure n°2

## NATION



## ou CLASSE ?



INONDATIONS MEURTRIÈRES EN ALGÉRIE, CRASH AÉRIEN SUR NEW-YORK

## La catastrophe, c'est le capitalisme

**Le monde capitaliste sombre jour après jour dans un chaos plus terrifiant. Les manifestations de la barbarie de ce système décadent qui se sont illustrées récemment par les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et par la guerre en Afghanistan traduisent l'impasse d'une société en train de courir à sa perte. Aux guerres et aux massacres viennent s'ajouter d'autres manifestations de la décomposition de ce système dont l'agonie prolongée ne peut engendrer que destructions sur destructions.**

Plus d'un millier de victimes (735 morts officiels et entre 200 et 500 "disparus" à ce jour) ensevelies ou emportées par un océan de boue qui a dévasté le 10 novembre le cœur des quartiers populaires d'Alger et du nord du pays. En apparence, une nouvelle catastrophe "naturelle" provoquée par les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région. En réalité, une nouvelle horreur dont le capitalisme est responsable.

### Le capitalisme est le responsable des catastrophes

Les pouvoirs publics ont depuis des années laissé s'édifier, dans les quartiers algérois de Bab-el-Oued, de Oued Koriche, de Frais Vallon ou de Beau Fraisier, des dizaines de milliers d'habitations précaires, de taudis, voire de véritables bidonvilles sur des terrains en pente non constructibles, objets d'une

véritable frénésie spéculative face à la pénurie endémique de logements dans la capitale. De surcroît, des routes et des habitations ont été édifiées à même le lit de rivières asséchées. Une déforestation anarchique, permettant d'élargir cette zone sur les hauteurs de la ville, a détruit les digues naturelles des arbres sur les hauteurs au niveau d'anciens cours d'eau ou de canalisations. Des torrents de boue se sont formés et ont dévalé des collines entourant la ville, charriant et emportant tout sur leur passage. Alors que des bulletins météo annonçant des vents à plus 90 km/h et des pluies exceptionnelles avec les risques de tempête que cela comportait avaient été communiqués à tous les ministères trois jours auparavant, les autorités ont négligé de prévenir les populations des risques encourus et de prendre la moindre mesure de prévention. De plus, le gouvernement avait fait boucher depuis 1997 les sorties d'égouts et bétonner des galeries souterraines de ce secteur afin d'empêcher les groupes islamistes armés de se réfugier dans les sous-sols de la capitale. La classe dominante, non contente de chercher à se dédouaner de ce drame dont elle est pleinement responsable, y ajoute le mépris le plus écoeurant.

### Le cynisme des gouvernements

Le président Bouteflika -se présentant d'ordinaire comme un champion de la laïcité- n'a prononcé une allocution télévisée que trois jours après le drame et n'a rien trouvé de mieux que de déclarer : " *Ce n'est ni le gouvernement ni un parti qui est responsable de ce qui est*

*arrivé. C'est une épreuve envoyée par Dieu, ceux qui ne l'acceptent pas ne sont pas de bons musulmans.* " Pour couronner le tout, des dizaines de milliers de familles se retrouvant sans abri sont privées de toute aide des pouvoirs publics et du gouvernement qui les traitent avec le plus souverain mépris. Leur hypothétique relogement s'effectue au compte-gouttes sous le prétexte " *de filtrer et d'écarter les profiteurs qui cherchent à obtenir un nouveau logement* ". Dans un pays où le bakchich et la corruption sont rois, c'est le comble du cynisme de la bourgeoisie et du gouvernement. Il est d'ailleurs estimé que 7 millions de logements seraient à construire dans le pays pour faire face à l'insalubrité des habitations et au surpeuplement, alors que le taux de chômage atteint 35% et que 40 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour.

Pour une bonne partie de la population, il est clair aujourd'hui que l'attentat du 20 novembre à la gare routière d'Alger qui a fait 30 blessés à l'heure où elle était la plus fréquentée (au moment où les ouvriers se rendaient à leur travail et au moment du passage des bus scolaires)

a été une opération de diversion du gouvernement pour détourner la colère des populations et des prolétaires en particulier envers les autorités vers la piste terroriste.

Ce mépris et ce cynisme, sont les mêmes que ceux qui se manifestent après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre qui a fait 30 morts et qui privent encore 15 000 familles ouvrières de foyer décent à l'entrée de l'hiver (voir article ci-dessous).

### La survie du capitalisme : une menace pour l'humanité

Le "crash" de l'Airbus A-300 d'American Airlines sur un quartier résidentiel de New-York le 12 novembre qui a provoqué la mort de 265 personnes est tout aussi significatif. L'enquête issue de l'analyse des boîtes noires n'a pu avancer que deux éléments d'explication. D'une part, le crash serait dû à un "effet de sillage", au décollage de l'avion trop rapproché du précédent (105 secondes seulement) qui aurait déstabilisé l'appareil. D'autre part, la rupture brutale de la dérivation en carbone lors de sa mise en action ne peut s'expliquer vrai-

semblablement que par une fissure imputable à un défaut de fabrication. D'un côté, cela met en cause la gestion aberrante par le capitalisme de l'intensité du trafic aérien. De l'autre, la fragilité de la chaîne et les difficultés de contrôle des infrastructures de plus en plus sophistiquées des moyens de transport soumis aux lois de la rentabilité. Ce nouveau choc psychologique et traumatique énorme survenait deux mois après l'écroulement des Twin Towers, surtout auprès de la population américaine et particulièrement new-yorkaise. La couverture médiatique de l'événement a cependant été vite étouffée, dès que la piste d'un nouvel attentat pour expliquer l'accident a été écartée. On le comprend d'autant mieux que cette catastrophe n'est nullement de nature à rehausser le prestige de la première puissance mondiale alors qu'elle se produit en pleine démonstration de force avec l'intervention militaire américaine en Afghanistan. La classe dominante aux Etats-Unis démontre qu'elle n'est pas capable de maîtriser ses infrastructures et renvoie l'image d'un espace intérieur aérien peu sûr et peu fiable. Là encore,

(SUITE PAGE 6)

APRÈS L'EXPLOSION DE L'USINE AZF À TOULOUSE

## Les prolétaires victimes du cynisme de la bourgeoisie

L'explosion de l'usine AZF de Toulouse le 21 septembre 2001 a causé la mort de 30 personnes et des centaines de blessés. Elle a provoqué aussi des dégâts dans 15 000 logements de la périphérie de la ville. Ces dégâts vont de la destruction des fenêtres jusqu'à la chute des cloisons, des plafonds, des toits. Des milliers de familles se trouvent toujours dans des maisons hantées par les courants d'air, avec du plastique pour vitre, du contreplaqué comme cloison, des bâches pour toit. La première semaine de novembre a vu les thermomètres descendre au-dessous de zéro. L'angoisse est devenue cauchemar pour près de 50 000 habitants de la ville. Des familles entières avec des enfants, dans des appartements en ruine, qui attendent dans le froid qu'on vienne ne serait-ce que mettre des vitres dans les chambres à coucher. C'est la réalité de détresse qu'aujourd'hui vivent des familles ouvrières dans la Ville Rose. Parce que, et ce n'est pas un hasard, c'est surtout dans les quartiers ouvriers que la catastrophe s'est abattue comme nous l'expliquions dans notre précédent article (R I n° 316, octobre 2001).

Une seule et unique question préoccupe la classe dominante. Depuis deux mois, on assiste à un cynique renvoi de balle entre Elf (patron de l'usine AZF), l'Etat, la mairie et les compagnies d'assurance pour savoir qui paiera la lourde facture de la catastrophe. Il s'agit pour le capital en général de payer le moins possible, tout en essayant de se dédouaner de ses responsabilités globales. Tout cela sur le dos de la population sinistrée.

Début octobre, il y a eu un montage médiatique ignoble autour d'une des victimes de l'explosion. Avec la piste initiale de "l'attentat terroriste", on a sali la mémoire d'un ouvrier tunisien. Pourquoi ? Si c'était un attentat, l'entre-

prise "privée" TotalFinaElf n'avait rien à déboursier de la faramineuse quantité de milliards de francs des dégâts : presque une centaine de bus détruits, un hôpital psychiatrique à reconstruire, des petites entreprises par centaines, des lycées, des écoles et des milliers de logements.

L'Etat se dédouane en accordant quelques miettes. Il n'accepte de payer que là où il est directement responsable (comme à l'université du Mirail). Même dans ce cas, l'Etat n'a déboursé que parce qu'il ne peut pas se permettre de laisser 30 000 étudiants dans la nature. Pour les familles sinistrées du quartier, l'Etat prétend que ce n'est pas son affaire et renvoie la balle dans le camp des compagnies d'assurance privées.

La mairie de Toulouse, quant à elle, accuse l'Etat de se désintéresser de la ville, une municipalité qui a tout intérêt à faire oublier que c'est elle, avec d'autres collectivités locales, qui a donné sans rechigner tous les permis d'agrandissement des usines du pôle chimique, qui a donné tous les permis nécessaires pour construire aux alentours de ces usines. Une mairie dont on peut soupçonner de laisser pourrir la situation pour, maintenant, faire place nette dans certains de ces quartiers, où il était prévu de démolir quelques « barres ».

Ainsi, les différentes fractions de la bourgeoisie, après avoir été conjointement les responsables de la catastrophe, en utilisent les conséquences dans leurs basses querelles politiciennes et intéressées.

On appelle les experts, les assureurs, qui multiplient les expertises, les contre-expertises, tergiversent. Tout cela agrémenté par les effets d'annonce : telle fondation ou collectivité débourse tant de millions pour les sinistrés, tel chanteur ou tel groupe de chanteurs, la main sur le cœur, chantent pour aider les sinistrés, les tennismen joueront pour

les sinistrés, ainsi que les rugbymen.

On organise ainsi une "solidarité citoyenne". Au-delà de la bonne volonté des uns et des autres, au-delà des gestes plus ou moins calculés, au-delà d'un argent dont les victimes voient tout juste la couleur, cette charité ne sert, aujourd'hui, qu'à cacher le fait que les familles sont toujours dans la mouise, attendent toujours que ceux dont le souci premier est de ne rien déboursier (ou alors le minimum) paient leur écot. Le modèle pratiqué jusqu'au dégoût par la bourgeoisie s'est mis en place : coté jardin, beaucoup de bruit, beaucoup de belles paroles dans une campagne assourdissante « de solidarité », des effets d'annonce ; coté cour, le désespoir dans une situation intenable vécue par des familles ouvrières.

Deux mois après la catastrophe, on est toujours au même point.

C'est pourquoi on tente aussi de défoncer au maximum la colère dans ces quartiers ouvriers.

Après les grandes manifestations de fin septembre-octobre, le mécontentement est toujours aussi vif chez les personnes sinistrées que la bourgeoisie tente d'isoler du reste de la population ouvrière notamment à travers le collectif *Plus jamais ça*. Par ailleurs, la bourgeoisie de gauche les pousse à des actions comme l'occupation spectaculaire des bureaux des AGF (qui assure en petite partie TotalFinaElf) pour exiger que ce soit "Total qui paye". Ce genre d'opérations cherche à dédouaner non seulement la responsabilité de l'Etat, de la municipalité et de leurs institutions mais surtout de prendre conscience et d'empêcher la remise en question de l'ensemble du système capitaliste dans ces catastrophes.

Pto (15 novembre)

## Les chiffres du chômage encore une fois trafiqués

Profitant des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, la bourgeoisie nous abreuve ces derniers temps de ses prévisions économiques pessimistes, et en tout premier lieu, de la principale manifestation de la crise sur la classe ouvrière : le chômage.

L'OCDE, officine économique des grandes puissances, n'hésitant pas à parler de "crise généralisée", ce sont effectivement tous les pays du monde qui sont touchés par la hausse du chômage. De 2001 à 2002, le Japon passera d'un taux de 5% à 5,5%. Mais plus encore, ce sont les eldorados de l'emploi, que la bourgeoisie nous présentait hier encore le poitrail gonflé d'orgueil, qui vont subir la même chute. La zone "Euro", qui n'a pas subi de hausse depuis 1997, affichera un taux de 8,5% en 2001 et de 8,9% en 2002. Enfin, et toujours selon la "vénérable institution", les Etats-Unis, modèle parmi les modèles du plein-emploi, verront leur taux passer de 4,8% en 2001 à 6,2% en 2002.

Évidemment, dans une situation si catastrophique, les "bons élèves" sont de plus en plus difficiles à trouver. Ainsi, la France, pourtant classée dans les premiers de la classe il y a moins d'un an, se voit tomber dans une spirale qui dure déjà depuis cinq mois, pour atteindre un taux de 9,1%. La barre des 10%, déjà franchie par l'Italie, n'est plus très loin.

Cela dit, et même si ces chiffres sont déjà loin de refléter la réalité, il y a toujours pour la bourgeoisie un moyen d'échapper aux chiffres réels du chô-

mage. La bourgeoisie française, comme ses consœurs européennes, a déjà maintes fois manipulé ses méthodes de calcul pour, officiellement, "mieux coller à la réalité du marché de l'emploi", en vérité pour masquer au mieux cette réalité peu reluisante. Elle remet le couvert cette année, en révisant, sans le moindre scrupule, depuis le 16 novembre, la prise en compte de données comme le travail temporaire (l'intérim) sous prétexte de «s'adapter aux normes européennes». Cela signifie en fait la radiation pure et simple des intermédiaires des statistiques du chômage.

Et cela tombe fort opportunément : les fins de mission intérim ont augmenté en octobre de 10,2%. Pour donner le change, l'INSEE annonce certes une hausse de 0,2% du taux de chômage occasionnée par ce changement de mode de calcul. Mais il ne fait aucun doute que sur le long terme, c'est bien une limitation de la hausse du chômage dans les chiffres officiels qui résultera de cette énième magouille destinée à cacher à la classe ouvrière la profondeur de la crise et de ses effets. Si on compare les chiffres d'octobre selon la méthode alors en vigueur et la précédente, on perd en route pas moins de 400 000 chômeurs. La bourgeoisie peut toujours mentir derrière ses chiffres, le prolétariat subit lui, chaque jour, la terrible réalité du chômage et de la précarité que la crise ne fera qu'amplifier toujours plus.

H (23 novembre)

LIBÉRATION DE KABOUL

## Les Etats-Unis réaffirment leur leadership mondial

Aujourd'hui, le régime des Talibans a basculé dans la défaite. C'est à peine en trois jours que les adeptes du mollah Omar et de Oussama Ben Laden se sont vus refoulés irrésistiblement de Mazar-I-Charif jusqu'au-delà de Kaboul. Pourtant, on nous avait annoncé que la bataille allait être longue et rude entre l'Alliance du Nord et les Talibans, en particulier pour la prise de la capitale afghane. Les Talibans ont reflé sans affrontement réel, écrasés sous les bombardements américains, tandis que les derniers combattants ont poursuivi une résistance sans trop d'espoir à Kunduz au nord et dans la région de Kandahar au sud.

Devant la rapidité des événements apparemment inattendue de la part des puissances occidentales, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ONU déjà assemblés à New-York se réunissaient le 12 novembre en urgence pour "ralentir" l'action militaire et "accélérer" l'action politique ; tandis que parallèlement la pression américaine se faisait de plus en plus forte pour au contraire "aller vite, vite, vite" selon un diplomate améri-

cain. Et, devant la situation d'anarchie qui se profile, au lieu de voir la satisfaction s'étaler de la part de tous ces requins "vainqueurs" d'un des principaux foyers du terrorisme international, c'est un appel inquiet en direction de l'Alliance du Nord et des autres forces d'opposition antitalibanes qui émergeait du Conseil de Sécurité de l'ONU leur demandant de se mettre "devant leurs responsabilités en ce qui concerne le respect des droits de l'homme" et d'exercer le pouvoir "dans le respect des personnes et (de façon) à y assurer la paix civile". On ne peut que souligner une fois de plus ici l'hypocrisie écoeurante de ces criminels prêts à faire la leçon aux petits gangsters sanglants et autres cliques qu'ils excitent et soutiennent pour leurs propres intérêts, alors que ce sont eux les principaux fauteurs de guerre et que leurs rivalités sont les responsables directes des plus grands massacres de l'histoire.

Ce qui s'exprime une fois encore autour de la situation dramatique de l'Afghanistan, c'est la foire d'empoigne entre les grandes puissances. Il n'existe nul consensus entre elles pour éradiquer le terrorisme islamiste international, qui

n'est pas de toutes façons le véritable enjeu, pas plus qu'elles ne sont intéressées à faire de "l'humanitaire", infâme prétexte pour venir régler leurs comptes sur le dos de populations de plus en plus exsangues.

### La pression de la politique américaine

L'attentat contre les Twin Towers a été le prétexte rêvé (voir RI n°317) pour appliquer une politique militaire dont les termes définis dès cet été par le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, consiste à présent à porter les priorités stratégiques "sur l'Asie, et non plus sur l'Europe et le Bassin méditerranéen" (citation de *International Herald Tribune* par *Courrier International* n°564 du 23 au 29 août 2001). Afin d'affirmer clairement leur autorité dans cette région du monde en faisant une démonstration de force, les Etats-Unis ont décidé seuls d'aller casser du Taliban en Afghanistan, avec leurs propres méthodes, ne laissant qu'un maigre strapontin à sa meilleure alliée, la Grande-Bretagne, et écartant les pays comme la France

qui piaffait d'impatience pour prêter la main à l'Amérique, en fait pour placer leurs propres pions. Depuis le 11 septembre, Bush n'a pas cessé de répéter que cette guerre allait être longue, pas seulement contre les Talibans en Afghanistan mais dans le monde entier qui devient le théâtre véritable de la chasse aux terroristes : "Nous avons eu un bon début en Afghanistan, mais beaucoup reste à faire (...) nous les traquerons jusqu'à la fin." a-t-il déclaré une semaine après la prise Kaboul. Les Etats-Unis peuvent aujourd'hui se vanter d'avoir acquis certains avantages, même s'ils ne sont que momentanés. Par la rapide victoire des "anti-Talibans", ils ont par exemple cloué le bec à ceux des pays européens, France en tête, qui critiquaient la validité des frappes aériennes et donc au-delà l'ensemble de la stratégie américaine. Par la même occasion, ils ont engrangé un certain succès auprès de leur propre "opinion publique" par la conduite d'une politique de "zéro mort" débouchant sur la défaite de "l'ennemi" taliban. Ceci permet à Washington de mieux justifier l'envoi de 3200 commandos de marine en plus des 500 hommes des "forces spéciales" officiellement sur place ainsi qu'une véritable armada militaire hautement sophistiquée et destructrice.

La bourgeoisie la plus empressée de toutes, la bourgeoisie française, s'était déjà vue évincée par le vote de la première résolution de l'ONU, et c'est après tout un forcing lors du 12 novembre à New-York qu'elle a pu justifier sa venue en Ouzbekistan, au nom de l'humanitaire. Ce n'est donc pas un hasard si Paris développe toute une campagne dans sa presse sur le danger d'anarchie, comme entre 1992 et 1996, que représente le retour au pouvoir des seigneurs de la guerre afghans. Védrine ne s'est pas gêné pour adresser une menace à "ceux qui vont exercer le pouvoir en Afghanistan", "désormais sous le regard vigilant de la communauté internationale". Et les médias français, comme d'ailleurs les médias de la plupart des pays occidentaux qui hier encore n'avaient pas assez de mots pour les dénoncer, de trouver soudainement des vertus bénéfiques aux Talibans qui avaient "au moins" su établir un Etat et une situation sociale stables. Encore un exemple de la crapulerie de cette classe bourgeoise dont les vérités varient en fonction de ses intérêts immédiats.

L'armée française, actuellement isolée et laissée pour compte par le meneur de jeu américain, se retrouve donc impuissante, gros jean comme devant, aux frontières de l'Ouzbekistan dont le chef d'Etat, soutenu par les Etats-Unis, fait trainer les choses en attendant de monnayer sa part du gâteau afghan.

### Les difficultés américaines et le chacun pour soi

Cependant, tout est loin d'être joué pour la Maison blanche. Contrairement à la guerre du Golfe où la puissance américaine avait pu imposer sa loi à l'Arabie Saoudite et faire rentrer dans le rang les puissances occidentales hostiles à cette intervention, les Etats-Unis ont visiblement décidé de n'agir que pour leur propre compte. Si l'on regarde les différentes démonstrations de force qu'ils ont effectuées depuis la guerre du Golfe, qu'il s'agisse de la défaite spectaculaire qu'ils ont essuyée en Somalie en 1992, de leur tentative de faire régner l'ordre américain dans l'ex-Yougoslavie ou encore de la guerre massive menée contre la Serbie en 1999, au nom de la défense du peuple kosovar, ils se sont trouvés systématiquement en butte dans leurs tentatives d'avancées à l'opposition de la part de leurs anciens alliés du bloc de l'Ouest. C'est donc à l'égard de ces premiers bien plus encore que des forces "d'anarchie" afghanes qu'ils montrent une défiance active.

Dans un tel contexte, il est certain que dans la percée actuelle qu'ils font en Afghanistan, leur politique est de faire cavalier seul et de s'en donner les moyens. C'est dans le but de bloquer la poussée de ses "alliés" que l'on voit ainsi le gouvernement américain apporter un soutien momentanément à l'Alliance du Nord jusqu'ici plutôt soutenue par la Russie, et que Washington n'avait à dessein pas armé, car non fiable, au bénéfice d'un appui plus important donné aux factions pachtones plus proches du Pakistan.

Ainsi, alors que Bush avait officiellement demandé à l'Alliance du Nord le 10 novembre de ne pas entrer dans Kaboul, le secrétaire à la défense Rumsfeld lui disait de façon pernicieuse dans le même temps de faire ce qu'elle voulait, mais "sans commettre d'exactions" ! En clair, contre les rivaux qui s'annoncent, l'Amérique jette de l'huile sur le feu d'une situation déjà ouverte sur un chaos difficilement contrôlable.

Les perspectives tant d'apaisement de la situation dans le pays que de possible consensus entre les grandes puissances sont tellement incertaines que la Grande-Bretagne elle-même, pourtant en première ligne dès le premier jour du conflit, a décidé de ne pas "mettre des forces en place sans l'accord des Etats-Unis et d'une entente claire de ce que nos troupes feront dans le cadre de la coalition militaire", prévoyant carrément de retirer rapidement les troupes déjà en place. En fait, la bourgeoisie anglaise n'apprécie pas du tout que Bush ait clairement mis Blair de côté, malgré ses déclarations d'allégeance, dans toutes les décisions prises par rapport à l'Afghanistan depuis deux mois.

La déconvenue de la France et de la Grande-Bretagne est significative de la politique des Etats-Unis dans ce conflit : susciter la "solidarité" de ses anciens alliés du temps de la guerre froide autour de ses propres visées stratégiques mais les priver de toute contrepartie qu'ils pourraient espérer de cette solidarité. Il est clair que les puissances européennes qui ont annoncé leur soutien à l'opération "Liberté immuable" ne l'ont pas fait pour les beaux yeux de Bush mais parce que c'était le seul moyen de ne pas être écartées du partage du gâteau le moment venu. La petite part de ce gâteau qu'espérait Blair ou Chirac, c'est de pouvoir disposer certaines de leurs troupes sur place pour ne pas laisser au parrain américain le monopole d'une présence militaire dans cette partie du monde qui lui laisserait les mains entièrement libres pour mener sa politique en conformité avec ses intérêts exclusifs. Et c'est même ces quelques miettes que Bush ne paraît pas décidé à leur accorder : la seule "solidarité" que le brigand américain apprécie de la part de ses seconds couteaux, c'est l'obéissance. Voilà qui en dit long sur la volonté de tous de venir à la rescousse des popula-

(suite page 6)

MOYEN-ORIENT

## Les rivalités impérialistes aggravent le chaos

En dépit de toutes les tentatives pour "revigorer" le processus de paix, le Moyen-Orient n'en finit pas de s'enfoncer dans une barbarie croissante. Pas un jour ne passe sans que la liste des victimes ne s'allonge, pas un jour sans heurts militaires ou escarmouches entre groupes armés dans les colonies juives ou palestiniennes. Meurtres et assassinats sont monnaie courante des deux côtés. A la terreur militaire de l'Etat d'Israël répondent les attentats aveugles de plus en plus meurtriers des terroristes palestiniens. En moins d'une année le bilan des victimes de la "seconde Intifada" approche le millier de morts, dont beaucoup de civils.

La situation ressemble de plus en plus à celle qui prévalait avant la signature "historique" des accords d'Oslo en 1994 : à ceci près que presque une décennie plus tard, elle s'est incroyablement aggravée pour peu à peu basculer dans un chaos de plus en plus incontrôlable, attisé par la collision des intérêts impérialistes des parties en présence sur place et des grandes puissances qui se disputent l'influence sur cette zone stratégique de première importance. L'aggravation du cancer guerrier au Moyen-Orient montre, comme les autres conflits insolubles, véritables métastases d'un système décadent qui bourgeonne sur la planète, qu'il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme.

Les affrontements sanglants occasionnés par les représailles d'Israël suite à l'assassinat de son ministre du tourisme par un commando palestinien qui a conduit Tsahal à réoccuper plusieurs zones autonomes palestiniennes illustrent la spirale guerrière qui s'empare du Moyen-Orient. Des moyens sans précédent, mobilisés massivement blindés et hélicoptères, ont été utilisés par l'Etat israélien. De

durs combats ont eu lieu partout, mais surtout à Bethléem où la bataille a duré onze jours : "La ville n'avait jamais connu pareilles destructions. Nien 1948 au moment de la création d'Israël, ni en 1967 pendant la Guerre des Six jours, ni même pendant la première Intifada. Cette fois-ci, l'armée israélienne a usé de toute sa puissance de feu pour affronter des groupes de Palestiniens eux mêmes bien armés." (1)

Pourtant, le déchaînement sans frein de la violence de part et d'autre ne constitue qu'un indice de cette aggravation. Surtout, ce sont les ressorts mêmes du capitalisme en décomposition qui ont permis l'irruption de cette situation et qui promettent encore plus de chaos et de massacres.

La politique de "chacun pour soi" d'Israël, de plus en plus tenté de jouer la carte de ses intérêts nationaux indépendamment des Etats-Unis, l'action terroriste ou militaire des groupes armés palestiniens, complètement en dehors du contrôle de l'Autorité Palestinienne d'Arafat fragilisent l'emprise impérialiste des Etats-Unis sur le Moyen-Orient. Tout cela constitue la matière explosive que les rivaux des Etats-Unis, sous le "prétexte d'œuvrer à la paix" en véritables pompiers pyromanes, ne vont pas manquer de mettre à profit pour déstabiliser la position américaine.

L'allié de Washington de plus en plus rétif à la pression américaine pour l'inféoder à ses objectifs impérialistes dans la région a profité que les Etats-Unis soient "occupés" en Afghanistan pour engager dans leur dos cette politique de répression pour son compte exclusif.

Dans cette poussée du "chacun pour soi" d'Israël, en dépit des divergences entre les différentes fractions de l'Etat, cette politique est soutenue par toutes les parties de la bourgeoisie israélienne, aussi bien par les Travailleurs que par le Likoud réunis dans le même gouvernement d'unité nationale qui n'a présenté

aucune fissure pour décider, conduire ces opérations militaires.

Tout au long de ses opérations militaires "inutiles" et qui "compliquent la situation" pour Washington, Israël a systématiquement ignoré les injonctions fermes et répétées des Etats-Unis exigeant le retrait immédiat de Tsahal et l'arrêt des meurtres ciblés contre les leaders palestiniens et imposé ses propres conditions. Israël a effectué un retrait partiel de ses troupes, se maintient toujours dans trois localités réoccupées et y a même renforcé son dispositif militaire.

L'attitude d'Israël fournit à tous les grands rivaux des Etats-Unis l'opportunité de jeter de l'huile sur le feu. La France a une nouvelle fois pris le parti de la défense des Palestiniens victimes du viol «des dispositions du droit humanitaire international». La nouvelle panacée pour un prétendu retour à la «paix» défendue, Chirac en tête, par tous les requins impérialistes «unanimes» : "l'impérieuse nécessité de l'instauration dans les plus brefs délais d'un Etat palestinien" (2) ne constitue pas autre chose qu'une déclaration de candidature de chacun pour assurer le patronage des prétentions impérialistes d'Arafat. Lors de sa tournée en Egypte, dans les Emirats et en Arabie Saoudite, Chirac n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de caresser l'attitude contestataire des Etats arabes dans le sens du poil en critiquant le manque de fermeté des Etats-Unis envers "la politique d'escalade guerrière inadmissible d'Israël". C'est une nouvelle tentative pour s'introduire dans la chasse gardée américaine du Moyen-Orient. Et la poursuite de la lutte entre grandes puissances qui ne peut se traduire que par plus d'affrontements et de sang.

OZ

- (1) *Libération* du 30/10
- (2) *Le Monde* du 4/11

# La révolte de Spartacus

(SUITE DE LA PAGE 8)

claves, qui eut lieu il y a deux mille ans." (Lénine, *L'Etat*, Œuvres complètes T.29) En écho à l'écrasement sanglant par Rome du mouvement Spartacus originel, la bourgeoisie allemande écrasa la guerre des esclaves des temps modernes avec la même brutalité.

Durant les années de contre-révolution qui ont suivi, la classe dominante s'est sentie moins menacée par le spectre de la guerre de classe, et au cours des années 50 elle était assez confiante pour enrôler Spartacus dans la guerre froide.

A cette fin, la bourgeoisie américaine a utilisé comme vecteur Hollywood et le film de Stanley Kubrick *Spartacus* avec Kirk Douglas en vedette. Il ne s'agit pas de nier la valeur artistique du film, qui est de loin supérieur à cette surabondance d'effets spéciaux, comme on en voit des tas aujourd'hui, qu'est *Gladiator*. En fait, il comporte des moments de grande beauté qui font comprendre et partager le pouvoir libérateur de la solidarité, comme dans la description de la première évasion de l'école de gladiateurs, et par dessus tout dans cette scène marquante où les Romains victorieux tentent d'identifier Spartacus et que des milliers d'esclaves captifs s'avancent d'un pas en clamant : "Je suis Spartacus." Néanmoins, l'intention idéologique du film n'est jamais très éloignée. Spartacus lui-même est dépeint comme un personnage christique conduisant les

esclaves vers la liberté. Ceci est très clair à la fin du film quand il est crucifié. C'est un mensonge délibéré, utilisé pour donner une image plus pacifique de la guerre des esclaves. Spartacus n'est pas mort sur la croix, mais en marchant vers Crassus, le symbole même de la classe dominante romaine - il était l'homme le plus riche et le plus puissant de Rome - pour un ultime combat. "Quand on lui porta son cheval, il tira son épée et cria que s'il remportait la bataille il aurait tous les meilleurs chevaux, mais s'il était battu, il n'en aurait plus besoin. Alors il tua l'animal et s'élança vers Crassus. Jamais il n'atteint le Romain, bien qu'il tua deux centurions qui tombèrent en même temps que lui." (Plutarque, op. cit., p 136)

Le film est utilisé pour mettre en avant les valeurs "occidentales" contre la dictature. Il apporte le message qu'à la dictature ne peuvent être opposés que la liberté, la démocratie et le christianisme. Au début du film, une voix "off" dit qu'alors que Spartacus et les esclaves perdirent leur guerre, c'est l'avènement du christianisme qui libéra les esclaves (sans mentionner le fait que le christianisme fut un pilier de l'esclavage en Europe du 16e au 19e siècle). L'esclavage lui-même est présenté comme une tâche sur la civilisation romaine, plutôt que comme son fondement.

Le film fait aussi partie de l'effort des Etats-Unis pour s'attribuer le marché des anciennes colonies bri-

tanniques. Kirk Douglas raconte dans son autobiographie *The Ragman's Son* qu'il insista pour que tous les principaux personnages de la classe dirigeante romaine fussent joués par des acteurs britanniques, tandis que les esclaves étaient américains ou d'autres nationalités.

Le stalinisme a aussi contribué à déformer le sens de la révolte de Spartacus. Le scénariste du film, Dalton Trumbo, un stalinien, a fait de Spartacus l'équivalent de Staline, et de l'impétueux et violent Crixus, qui dans le film se sépare de Spartacus pour attaquer Rome, un équivalent de Trotsky.

Le film est basé sur un roman de Howard Fast. Dans le film, on montre que les esclaves suivent Spartacus jusqu'au bout, mais dans le livre, ils sont tenus pour responsables de l'échec de la guerre. Fast, en bon stalinien, n'avait que du mépris pour la classe ouvrière. Ceci se reflète dans le livre, où les esclaves sont dépeints comme n'étant pas à la hauteur des idéaux révolutionnaires de Spartacus. C'est aussi le message apporté par Arthur Koestler dans son roman *The Gladiators*. Koestler était stalinien dans les années 30, mais par la suite il fut ouvertement déçu par la révolution et le prolétariat. Pour lui, comme pour Fast, Spartacus est le leader révolutionnaire qui dirige un troupeau qui n'est pas à la hauteur de ses idéaux.

Récemment, une attaque encore plus haineuse a été menée par Alan Baker dans son livre *The Gladiator* :

*the Secret History of Rome's Warrior Slaves*, un livre qui profite du succès du film. Dans un chapitre sur Spartacus, Baker affirme l'opinion de l'historien Christian Meir, selon laquelle il était "le chef d'une bande de voleurs à grande échelle". Ceci montre à quel niveau la bourgeoisie peut tomber pour attaquer un mouvement qui mit en péril ses ancêtres. Les historiens de l'antiquité avaient plus de dignité, et bien qu'ils haïssaient Spartacus et tout ce qu'il représentait, ils reconnaissaient quand même la force de sa personnalité. "Spartacus était né en Thrace, dans un peuple de pasteurs nomades. Non seulement il possédait une grande force spirituelle et physique, mais il était plus intelligent et noble que ce à quoi son sort l'avait destiné, et il était plus grec que ses origines (thracées) ne pouvaient l'indiquer." (Plutarque, op. cit., p 131-132)

Au début de l'année, la chaîne anglaise Channel-4 a diffusé une émission sur Spartacus. Là encore, bien que l'émission soit plus équilibrée, elle montre encore Spartacus comme n'étant pas au niveau de son image de révolutionnaire car, en une occasion, il a fait se battre des captifs romains comme des gladiateurs et en a crucifié même un. Il est peut-être plus significatif que le documentaire ait été réalisé par un ancien militaire et se concentre sur les extraordinaires capacités stratégiques et tactiques de Spartacus. Rien n'a été dit sur les idéaux sociaux du mouvement et encore

moins sur le fait qu'un nombre immense d'esclaves et d'autres opprimés ont pu s'organiser pour le combat (en fait, ceci reste presque complètement obscur de nos jours).

La classe dirigeante continuera certainement à utiliser comme elle l'entend les grands combattants des luttes des classes du passé. Mais, pour ce qui concerne Spartacus, nous terminerons par l'avis de Marx, écrit dans une lettre à Engels : "Spartacus émerge comme un des meilleurs personnages de toute l'histoire ancienne. Un grand général, un noble caractère, un représentant authentique du prolétariat de l'antiquité."

Pour Marx, en dernière analyse, la grandeur de Spartacus provient de ce qu'il fut un "représentant authentique du prolétariat de l'antiquité" : en d'autres termes, il fut un produit d'une classe exploitée qui osa défier ses exploités. Dans un monde encore basé sur l'exploitation d'une classe par une autre, Spartacus reste un symbole puissant pour le prolétariat moderne, qui a le pouvoir de mettre fin à toutes formes d'esclavage aujourd'hui et pour toujours.

Phil (d'après *World Revolution* n°247, septembre 2001, organe du CCI en Grande-Bretagne)

## La catastrophe, c'est le capitalisme

(SUITE DE LA PAGE 4)

la responsabilité de l'accident repose entièrement sur la course effrénée au profit capitaliste qui s'avère de plus en plus incapable d'en gérer et d'en contrôler les conséquences. Qu'il s'agisse d'accidents ou de cataclysmes naturels, l'ampleur des dégâts matériels et surtout le bilan humain de ces catastrophes résultent entièrement de la loi du profit capitaliste le plus rapide et au coût le plus bas au mépris des vies humaines. Non seulement le capitalisme produit des forces technologiques avant tout canalisées et exploitées pour fabriquer les armes monstrueuses susceptibles d'anéantir la planète, développe de façon incontrôlée des sources d'énergie qui détruisent l'environnement souvent de manière irréversible (1), mais il condamne des populations entières à la mort parce que sa loi du profit maximum le pousse à réduire et même à détruire toute protection contre les catastrophes, naturelles ou pas. Ce n'est donc pas le produit d'une quelconque fatalité, d'une "loi des séries" ou autre "erreur humaine" si souvent invoquées lors des "accidents" ou "catastrophes" du même genre de plus en plus fréquents sur la planète. Toutes ces tragédies de plus en plus nombreuses qui font

la "une" macabre de l'actualité sont la manifestation de la faillite totale du mode de production capitaliste. Elles sont l'expression criante d'un système qui entraîne aveuglément l'humanité vers des catastrophes toujours plus tragiques et meurtrières. Elles ont les mêmes causes : la décomposition générale qui gangrène l'ensemble du corps de la société capitaliste. Et c'est la survie du capitalisme qui est devenu une menace permanente pour la survie de l'humanité.

CB (25 novembre)

(1) Tous les aspects de la décomposition se trouvent de plus en plus mêlés aujourd'hui : on se souvient du crash du Boeing 747 le 4 octobre 1992 sur des immeubles d'une cité près d'Amsterdam, comparable à celui du Queens. Il y a quelques mois, on apprenait que des habitants du quartier avaient été touchés par le "syndrome du Golfe" et que le fuselage était lesté avec de l'uranium appauvri, servant de contrepoids pour équilibrer les gouvernes des appareils. Au passage, on apprenait aussi qu'en février 2001, près de 7 tonnes d'uranium appauvri servaient encore de lest à 60 % des avions de ligne de la compagnie Air France. De la même façon, les ruines de Twin Towers révélaient que les tours étaient bourrées d'amiante.

## Les Etats-Unis réaffirment leur leadership mondial

(SUITE DE LA PAGE 5)

tions affamées et victimes de la guerre, qu'il s'agisse de celle qui s'achève comme de celle à bien plus long terme qui se prépare.

### La seule perspective, c'est le chaos

La conférence de Bonn prévue le 26 novembre entre l'Europe et les différentes factions afghanes pour chercher à établir un régime "multi-ethnique représentatif de la diversité du pays", ne va être qu'un épisode de la foire d'empoigne qui s'annonce en Afghanistan. Par exemple, les Pachtones n'en font pas partie, refusant catégoriquement toute "ingérence étrangère" et menaçant de protéger les derniers Talibans comme moyen de chantage pour leurs propres intérêts. Mais cette conférence va surtout être un moment de l'affrontement et du chacun pour soi des grandes puissances qui prétendent "régler" le problème et apporter une solution politique en Afghanistan. Les clivages vont apparaître de plus en plus au grand jour, derrière les grands discours sur l'humanitaire, et montrer le vrai visage de ces crapules aux prises les uns avec les autres.

Il est d'ailleurs significatif que cette conférence se tienne en Allemagne et non pas en Grande-Bretagne ou en

France qui ont jusqu'à présent été plus active dans l'opération militaire (même si modestement). En laissant à l'Allemagne le prestige diplomatique de l'organisation de cette conférence, la puissance essaie d'enfoncer un coin dans la "solidarité" des différents pays européens.

Aussi, non seulement la poudrière afghane devient une des nouvelles zones d'affrontement entre les grandes puissances, un enjeu majeur du rapport des forces impérialistes dans la période à venir, mais elle contient au-delà d'elle-même l'extension du chaos capitaliste plus loin vers l'Orient. Car si l'Afghanistan a toujours représenté une région clé entre le Moyen et l'Extrême-Orient, de même qu'entre trois grands pays, la Russie, la Chine et l'Inde, une région qui a toujours été un enjeu entre les blocs de l'Est et de l'Ouest à l'époque de la guerre froide, la bataille qui s'y mène est pleine de conflits qui vont se déporter vers les régions voisines. Ainsi, les pays du nord du pays, Ouzbékistan et Tadjikistan qui vont chercher à tirer leur épingle du jeu, en jouant par exemple les différents entre la Russie et les Etats-Unis. Ainsi la Russie qui ne pourra pas voir s'installer ces derniers sans leur mettre des bâtons dans les roues. Mais il s'agit encore du Pakistan dont les fractions rivales, déjà fortement aiguisées dans la période précédente l'intervention américaine, vont

se déchirer plus violemment que jamais. Et, derrière l'instabilité du Pakistan pris entre les pressions des Etats-Unis mais aussi de la Chine qui lui a fourni généreusement l'arme atomique, se joue également celle de l'Inde dont les prétentions impérialistes ne pourront que la pousser à s'opposer à une présence américaine directe dans une région où elle prétend être une des puissances prépondérantes.

L'avenir qui s'annonce avec l'arrivée de tous ces rapaces qui se déchirent avant même de se trouver les uns en face des autres sur le terrain est bien sombre. Une fois de plus, ils vont semer la mort et le chaos, au nom de la paix, au nom de l'humanitaire, de la civilisation, etc., pour le compte du capitalisme décadent et moribond.

KW (24 novembre)

### Lisez notre brochure

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

#### GUERRE DU GOLFE

\* Hier, aujourd'hui, demain  
**LE CAPITALISME  
C'EST LA GUERRE**  
\* USA, GRANDE-BRETAGNE,  
FRANCE, URSS, IRAK...  
LA BOURGEOISIE,  
UNE CLASSE DE GANGSTERS

Problèmes de tous les pays, unissez-vous !

001 75 14



## PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

### REVOLUTION INTERNATIONALE

Mail Boxes 153  
108, rue Damremont. 75018 Paris

### ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

### INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

### INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

### INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

### INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

### WERELD REVOLUTIE

P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

### WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

### WORLD REVOLUTION

GPO Box 668, Melbourne  
Victoria 3001. AUSTRALIE

### WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

### WELTREVOLUTION

Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

### REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

### COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

### La décadence du capitalisme

(15 F + 8F/18F)

### Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

### Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

### Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

### Organisation communiste et conscience de classe

(25 F + 8 F/18F)

### L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

### Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

### La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

### La Gauche hollandaise

(120 F + 8 F/18F)

### La Gauche communiste de France

(40 F + 8 F/18F)

### L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

### La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(30 F + 8 F/18F)

### Comment le PCF est passé au service du capital

(20 F + 8 F/18F)

### La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### Le mouvement ouvrier face à la guerre

**LYON : le samedi 26 janvier à 15h**  
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**NANTES : le samedi 19 janvier à 15 h**  
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 19 janvier à 16h**  
27, avenue de Choisy, M<sup>o</sup> Porte-de-Choisy.

**TOURS : le samedi 15 décembre à 15 h**  
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée)

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE CCI SUR INTERNET  
[www.internationalism.org/french](http://www.internationalism.org/french)

## ABONNEMENTS

### ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

### ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S<sup>te</sup>-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvire - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C<sup>o</sup> La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - Commercial V2 Villeneuve-d'Ascq. Le Furet du Nord, pl du Général-de-Gaulle, Lille.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7<sup>e</sup>). La Proue - 15, rue Childebert (2<sup>e</sup>). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1<sup>er</sup>).

MARSEILLE : Odeur

du Temps - 35, rue Pavillon (1<sup>er</sup>).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G<sup>l</sup>-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14<sup>e</sup>). La Brèche - 27, rue Taine (12<sup>e</sup>). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5<sup>e</sup>).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M<sup>o</sup>-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Camot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.  
No de Commission paritaire : 54267

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### LILLE

Permanence le samedi 15 décembre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 9 décembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

### LYON

Permanence le samedi 15 décembre à 15h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins)

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3<sup>e</sup> vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4<sup>e</sup> dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

### MARSEILLE

Permanence le samedi 15 décembre à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timone-Baille.

Vente de la presse le samedi 15 décembre de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

### NANTES

Permanence le samedi 15 décembre à 16h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

### PARIS

Permanence les samedis 1<sup>er</sup> et 15 décembre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M<sup>o</sup> Porte-de-Choisy.

### TOULOUSE

Permanence le vendredi 14 décembre à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles)

Vente de la presse les dimanches 9, 16 et 23 décembre au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h30 à 12h30.

### TOURS

Permanence les samedis 15 décembre à 18h et 12 janvier à 16h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

## Dernières souscriptions

Lyon : Permanence du 13 octobre : Marine : 20F ; Jacques : 200F ; B.P : 200F ; PP : 200F ;

Nantes : Réunion publique du 29 septembre : H : 250F ; Julie : 250F ; G : 250F ; Permanence du 13 octobre : Julie : 250F

Paris : Permanences d'octobre : Goupil : 100F ; Francis : 100F ; AI : 100F ; réunion publique de novembre : Gallard : 50F ; Goupil : 50F ; Francis : 50F ; Valnier : 50F.

Rouen : D : 600F

Tours : Réunion publique du 27 octobre : G : 200F ; H : 200F ; Julie : 300F ; CB : 70F

Total : 3490F

## Vient de paraître

Courant Communiste international

3eme trimestre 2001

Revue Internationale

EDITORIAL  
A New-York comme partout ailleurs, le capitalisme sème la mort

14<sup>e</sup> CONGRÈS DU CCI  
Rapport sur les tensions impérialistes  
Rapport sur la lutte de classe  
Le concept de cours historique dans le mouvement révolutionnaire

THESES  
La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme

107

3 Euros - 20 FF - 120 FB - 5 FS

La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

# La révolte de Spartacus : une source d'inspiration pour le prolétariat

Le succès mondial du film *Gladiator* a déclenché un regain d'intérêt pour la Rome antique et le rôle qu'y jouaient les gladiateurs. Lorsqu'on se penche sur ce sujet, on est confronté à la révolte des esclaves qui fut dirigée par le gladiateur Spartacus entre 73 et 71 av. JC. Contrairement à l'œuvre de fiction du film qui oppose le personnage central et sa petite bande de gladiateurs au cruel et fourbe empereur Commode, la révolte réelle vit plus de 100 000 esclaves faire la guerre à leurs oppresseurs romains et battre à plusieurs reprises les légions de Rome qui pourtant semblaient invincibles.

Cette révolte, bien qu'elle ait été finalement écrasée dans le sang, a inspiré par la suite les mouvements révolutionnaires. En Allemagne, le groupe le plus important de révolutionnaires qui se soit opposé à la Première Guerre mondiale adopta le nom de Ligue Spartacus pour exprimer sa détermination de faire la guerre à la classe dominante ; et, comme Spartacus et son armée d'esclaves, la lutte révolutionnaire des ouvriers allemands fut noyée dans le sang. C'est pourquoi le nom de Spartacus est devenu synonyme des aspirations révolutionnaires de tous les exploités. Quant à lui, le film *Gladiator* évoque autre chose, c'est-à-dire le soulèvement d'esclaves contre le tyran Commode pour un empire fondé sur la "justice" (sans que l'exploitation des esclaves ne soit d'ailleurs aucunement mentionnée) : en clair, démocratie contre dictature.

Le but de cet article n'est pas de faire la critique du film ni de raconter en détail l'histoire de Spartacus, mais de montrer pourquoi la révolte de celui-ci, bien que menée par une autre classe exploitée, ne peut être comprise et revendiquée que par le mouvement de la

classe exploitée de notre société : le prolétariat moderne. De la même manière, nous montrerons comment la classe moderne des "esclavagistes", la bourgeoisie, a essayé de dénaturer l'histoire de Spartacus et de l'utiliser à ses fins propres.

## Les guerres serviles

Le soulèvement des esclaves n'est pas venu du néant. Il est le reflet de troubles sociaux plus importants qui agiteront la République de Rome. Au 2e siècle av. JC, l'armée romaine a conquis le pourtour méditerranéen et étendu sa domination à travers l'Europe. De ces conquêtes en expansion est ramené un flux croissant d'esclaves (qui représentent près de la moitié de la population et jusqu'à 60% dans les campagnes). Les esclaves sont utilisés pour remplacer la paysannerie qui avait constitué l'assise de l'Empire romain. L'ancien système de la petite propriété paysanne est remplacé par un nombre croissant de grands domaines utilisant le travail des esclaves pour l'extraction des matières premières et la production agricole. Dans les villes, les artisans sont de plus en plus remplacés par des esclaves. En même temps, une très petite minorité de la classe dirigeante peut prendre le contrôle de l'exploitation des ressources des territoires nouvellement conquis. Il en résulte de puissantes tensions sociales : entre la classe dominante et ceux qui perdent leur travail dans les villes ainsi que ceux qui viennent des campagnes mais aussi entre les différentes couches au sein même de la classe diri-

geante. Nous n'avons pas la place ici d'entrer dans une analyse détaillée, mais nous recommandons aux lecteurs le livre de Karl Kautsky, *Les fondements du christianisme*. Toutes ces tensions ont conduit à une série de guerres civiles sanglantes à partir de 130 av. JC. Au cours de cette période, les frères Gracchus mènent contre l'Etat la lutte de tous ceux qui ne possèdent rien, en particulier les anciens légionnaires qui ont reçu des parcelles de terre pour leurs années de services : "Ces simples soldats se battent et meurent pour la richesse et le luxe des Grands, on les dit les maîtres du monde alors qu'ils ne possèdent pas un lopin de terre." (Tiberius Gracchus, d'après Plutarque) En 132 av. JC, Tiberius Gracchus et ses partisans sont massacrés par le parti au pouvoir et, en 121, son frère Caius et ses partisans subissent le même sort. Dans les années qui suivent, les massacres et les guerres civiles sanglantes deviennent la norme, provoquant des dizaines de milliers de morts.

C'est au milieu de ces troubles qu'éclate la guerre des esclaves menée par Spartacus. Mais là encore, il faut se placer dans le contexte historique des deux guerres précédentes qui se sont

déroulées en Sicile (134-132, 104-102 av. JC). Au cours de ces guerres, des dizaines de milliers d'esclaves travaillant dans les grandes propriétés qui couvrent l'île se soulèvent et vainquent leurs maîtres romains, puis font la guerre aux légions de Rome jusqu'à ce que ces dernières les écrasent avec une violence inouïe. A l'époque de la première guerre, dans le royaume de Pergame en Asie Mineure, Aristonichos, le demi-frère du roi défunt, affronte les Romains, libère les esclaves et crée un Etat "commu-

niste". Il y règne la plus "complète démocratie politique ; tous les habitants, indigènes ou étrangers, propriétaires ou non, reçoivent le droit de vote et sont administrés par leur Etat indépendant." (Beer, id, p 153) De 133 à 129, les Romains combattent cet Etat et finalement l'écrasent.

C'est dans ce contexte de troubles sociaux et de successions de révoltes d'esclaves, qu'éclata la troisième grande guerre servile.

## Le déroulement de la révolte

Les informations sur Spartacus et la guerre des esclaves sont très limitées : quelques milliers de mots écrits par les historiens de l'Antiquité, appartenant à la classe dirigeante : Salluste, un sénateur romain (1er siècle av. JC), Plutarque et Appien, riches aristocrates (2e siècle ap. JC). Le fait même que ces membres de la classe dominante aient éprouvé le besoin de parler de cette révolte démontre son importance.

A l'origine, Spartacus et quelque soixante-dix autres gladiateurs s'échappent de leur école de gladiateurs à Capoue, après la découverte de leur projet d'une évasion plus importante. Le fait qu'un tel groupe d'ethnies différentes, entraînés à s'entretenir, ait pu concevoir un tel plan, témoigne de la réelle solidarité qui lie les gladiateurs entre eux. Une fois libres, ils s'enfuient sur le Vésuve. Appien dit que beaucoup d'esclaves et d'hommes libres les rejoignent à ce moment là : "Comme Spartacus divisait le butin de leurs rapines en parties égales, il attirait bientôt un grand nombre de partisans." (Appien cité dans *Spartacus and the slave war, a Brief History with Documents*, par Brent D. Shaw, p. 140) De telles mesures "pro-communistes" sont caractéristiques de la manière dont Spartacus dirige le mouvement : "Spartacus ne permettait pas aux marchands d'importer de l'or et de l'argent, et il interdisait à ses hommes de s'en procurer. La plupart du temps il achetait du fer et du cuivre, et ne condamnait pas ceux qui importaient ces métaux." (Appien, id, p. 142) Ces mesures ont dû représenter un aspect important de la guerre car l'historien romain Plinius le compare à la cupidité de l'Empire : "Nous savons -dit Plinius dans le 33e livre de son *Histoire naturelle*- que Spartacus n'autorisait pas l'or et l'argent dans son camp. Comme nos esclaves fugitifs nous dominent par leur largeur d'esprit !" (Kautsky, op cit)

Ces actions n'ont pu être imposées par Spartacus à la masse de son armée d'esclaves mais reflétaient le désir de la majorité pour une société plus égalitaire. Spartacus est également opposé aux pillages systématiques opérés par une partie de son armée, notamment sous le commandement du gaulois Crixus. "Spartacus lui-même fut incapable de les arrêter, bien qu'il les en implorait et tenta de le faire en envoyant un messager au devant d'eux." pour avertir d'autres villes (Shaw, op cit, p 148)

Ce sont ces divisions au sein de l'armée des esclaves qui semblent avoir été une des raisons principales ayant empêché leur fuite de l'Italie, bien que l'armée ait atteint les Alpes par deux fois. Toutefois, Florus (2e siècle ap. JC) raconte qu'après avoir défait l'armée conduite par Lentulus dans les Apennins et attaqué le camp de Caius Crassus, Spartacus songea même à attaquer Rome.

A la fin, acculé à l'extrême sud de l'Italie par Crassus, et avec l'arrivée de légions supplémentaires venant de l'étranger, Spartacus et les esclaves doivent choisir entre être capturés ou opposer une ultime résistance. L'armée des esclaves choisit de lutter. Elle se rassemble pour le combat et marche sur les légions qui la poursuivait. 36 000 hommes meurent sur le champ de bataille et beaucoup plus par la suite, quand la classe dirigeante traquera sans pitié ceux qui avaient eu l'audace de vaincre ses légions, de tuer ses généraux et ses nobles, et de se dresser contre elle. En guise d'avertissement aux autres rebelles, elle fera crucifier 6 000 survivants de l'armée des esclaves le long de la Via Appia.

Cette défaite des esclaves n'est pas simplement le résultat de divisions internes ou d'erreurs de tactique. Elle est le reflet des limitations historiques de l'époque : bien qu'étant la civilisation

la plus avancée que le monde ait connue, la société esclavagiste romaine n'aurait jamais pu développer les forces productives au point de rendre possible l'émergence d'une société universelle réellement communiste. Le renversement de l'esclavagisme ne pouvait conduire qu'à son remplacement par un système d'exploitation plus progressiste : à la suite de son déclin, le féodalisme se développa en Europe. A l'intérieur de ce cadre, il faut comprendre que les esclaves ne représentaient pas une classe révolutionnaire, dans le sens que leur combat n'était pas porteur de la création d'un nouveau système d'exploitation, et encore moins d'un programme conscient pour le réaliser. Leurs espoirs en une société où la propriété privée n'existerait plus, étaient condamnés à n'être que des rêves, basés sur les réminiscences d'un ordre tribal perdu et sur le mythe d'un âge d'or primitif. Ceci ne signifie pas que les marxistes considèrent les révoltes et les rêves communistes des anciennes classes exploitées avec mépris. Au contraire, ces révoltes ont à juste titre inspiré des générations de prolétaires et ces rêves restent d'indispensables pierres marquant le chemin vers la perspective communiste et scientifique de la classe ouvrière moderne.

## La réponse de la bourgeoisie à Spartacus

L'évolution de la manière dont la bourgeoisie évoque la guerre des esclaves est pleine d'enseignements. Dans la France du 18e siècle, la bourgeoisie révolutionnaire présente Spartacus comme un héros et comme l'expression de son propre combat contre la féodalité ; au 19e siècle, il est également adopté par la bourgeoisie révolutionnaire d'Italie. Cependant, sitôt que la bourgeoisie a établi sa suprématie, Spartacus devient un personnage redouté, car la guerre des esclaves ressemblait de manière inquiétante à la guerre de classe qui s'annonçait entre la bourgeoisie et son ennemi mortel : la classe ouvrière. C'est ce qui se manifeste dans toute son horreur quand "spartakisme" devint synonyme de bolchevisme et de révolution mondiale : "Le nom de 'spartakistes' porté maintenant par les communistes allemands, le seul parti en Allemagne qui combatte réellement le joug du capitalisme, fut adopté par eux car Spartacus fut le héros le plus marquant de la plus importante insurrection d'es-

(SUITE PAGE 6)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.